

**Art. 3.** Le cas échéant, les agents repris en surnombre dans les emplois d'une échelle de traitement en application des dispositions réglementaires portant statut du personnel empêchent toute promotion par avancement barémique soumise à la vacance d'un emploi tant que le surnombre subsiste par rapport au nombre d'emplois fixé à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour où l'arrêté royal fixant la cadre organique entre en vigueur.

Bruxelles, le 7 avril 1995.

Mme M. DE GALAN

**Art. 3.** In voorkomend geval beletten de personeelsleden in overtal in de betrekkingen van een weddeschaal bij toepassing van de reglementaire bepalingen houdende het statuut van het personeel, iedere bevordering tot een hogere wedde die afhankelijk is van een openstaande betrekking, zolang het overtal blijft bestaan ten opzichte van het in artikel 1 vastgelegd aantal betrekkingen.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie in werking treedt.

Brussel, 7 april 1995.

Mevr. M. DE GALAN

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
ET MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

F. 95 — 1378

[C — WIN — 1 — 514]

**Arrêté royal relatif à la responsabilité civile des fonctionnaires de police, à leur assistance en justice et à l'indemnisation du dommage aux biens encouru par ceux-ci**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté, vise à exécuter le Chapitre V — Responsabilité civile et assistance en justice — de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.

Le chapitre précité a pour but d'améliorer sensiblement le statut du fonctionnaire de police : il comprend des dispositions relatives à la responsabilité civile du fonctionnaire de police, à l'assistance en justice à laquelle il a droit dans certains cas et au dommage aux biens pour lequel il peut être indemnisé.

Étant donné qu'il s'agit d'une loi générale sur la fonction de police et compte tenu des termes des dispositions du Chapitre V précité (notamment l'article 48 et l'avis du Conseil d'État y relatif), il a été opté pour un arrêté commun à tous les services de police visés. Faire le contraire serait illogique et pourrait donner lieu à l'émergence de situations discriminatoires.

Commentaire article par article

**Article 1<sup>er</sup>.** Cet article comprend quelques définitions.

Les dispositions du 3<sup>o</sup> et du 4<sup>o</sup> méritent une particulière attention parce qu'elles garantissent le libre choix d'un avocat (cf. art. 3 du projet).

On entend par avocat attribué, un avocat avec lequel l'État ou la commune collabore de manière bien établie, par avocat choisi, un avocat proposé par le fonctionnaire de police et accepté par l'autorité compétente lorsqu'elle constate que les conditions légales de l'assistance en justice sont réunies, ce qui implique que ses honoraires et ses frais soient pris en charge par l'État ou par la commune.

**Art. 2.** Cet article désigne les autorités compétentes en matière d'offre de transaction qui, selon la loi, doit toujours précéder l'action judiciaire exercée contre un fonctionnaire de police par l'État ou la commune.

**Art. 3.** L'article 3 dispose, conformément à l'avis du Conseil d'État sur l'avant-projet de loi sur la fonction de police, que le fonctionnaire de police peut librement choisir son avocat.

**Art. 4.** Cet article décrit la procédure à respecter en matière d'assistance en justice.

Pour des raisons évidentes, une distinction est faite entre les deux possibilités visées par l'article 52, § 1<sup>er</sup>, de la loi.

Le deuxième alinéa du § 1<sup>er</sup> dispose que lorsque le fonctionnaire de police est dans l'impossibilité d'introduire lui-même la demande d'assistance en justice, elle peut l'être par l'entremise d'une autre personne : ceci pourrait être fait, par exemple, par un membre de la famille ou par un collègue, fonctionnaire de police.

**MINISTERIE VAN JUSTITIE  
EN MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN**

N. 95 — 1378

[C — WIN — 1 — 514]

**Koninklijk besluit betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid van en de rechtshulp en zaakschadevergoeding voor politieambtenaren**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft tot doel Hoofdstuk V — Burgerlijke aansprakelijkheid en rechtshulp — van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt uit te voeren.

Voormeld hoofdstuk heeft tot doel de rechtstoestand van de politieambtenaar gevoelig te verbeteren. Het bevat bepalingen m.b.t. de burgerlijke aansprakelijkheid van de politieambtenaar, de rechtshulp waarop hij in bepaalde gevallen recht heeft en de zaakschade waarvoor hij vergoed kan worden.

Gelet op het feit dat het een algemene wet op het politieambt betreft en gelet op de bewoordingen van de bepalingen van voormeld Hoofdstuk V (inzonderheid artikel 48 en het advies van de Raad van State desbetreffend), werd een besluit opgesteld dat gemeenschappelijk is voor alle beoogde politiediensten. Het tegenovergestelde doen, zou onlogisch zijn en zou discriminatoire toestanden kunnen doen ontstaan.

Artikelsgewijze commentaar

**Artikel 1.** Dit artikel bevat enkele begripsomschrijvingen.

Hierbij zijn vooral 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup> van belang, omdat zij de vrije keuze van een advocaat waarborgen (cf. art. 3 van het ontwerp).

Met een toegewezen advocaat wordt bedoeld een advocaat waarmee de Staat of de gemeente vast samenwerkt; met zelf gekozen advocaat, een advocaat voorgesteld door de politieambtenaar en aanvaard door de bevoegde overheid, wanneer deze vaststelt dat de wettelijke voorwaarden van de rechtshulp zijn vervuld hetgeen inhoudt dat zijn honoraria en kosten ten laste vallen van de Staat of de gemeente.

**Art. 2.** Dit artikel wijst de overheden aan die bevoegd zijn om het aanbod tot dading te doen dat de rechtsvordering die tegen een politieambtenaar wordt ingesteld door de Staat of gemeente, volgens de wet steeds moet voorafgaan.

**Art. 3.** Artikel 3 bepaalt, overeenkomstig het advies van de Raad van State over het voorontwerp van wet op het politieambt, dat de politieambtenaar vrij zijn raadsman kan kiezen.

**Art. 4.** Dit artikel omschrijft de procedure die inzake rechtshulp moet gevolgd worden.

Hierbij wordt om evidente redenen een onderscheid gemaakt tussen de twee mogelijkheden beoogd door artikel 52, § 1, van de wet.

Het tweede lid van § 1 bepaalt dat indien de politieambtenaar in de onmogelijkheid verkeert om de aanvraag tot rechtshulp zelf in te dienen, een andere persoon dit in zijn plaats kan doen : dit zou bijvoorbeeld kunnen geschieden door een familielid of een politieambtenaar-collega.

Afin d'éviter que l'Etat ou la commune doive prendre en charge les coûts résultant d'actions téméraires intentées par le fonctionnaire de police lui-même, le dernier alinéa du § 2 dispose que la prise en charge des honoraires peut, dans ce cas, être refusée lorsqu'un dédommagement purement moral est poursuivi.

Cette formulation ne s'oppose toutefois pas à ce que l'Etat ou la commune supporte les coûts d'actions qui à première vue peuvent sembler être purement "symboliques" mais qui cependant peuvent présenter un intérêt pour le fonctionnaire de police concerné comme pour le service de police.

Par "conseiller" au sens du § 2 de cet article, il faut entendre un avocat ou un fonctionnaire de police, délégué syndical ou non.

La créance à charge ou au profit de l'Etat ou de la commune qui découle de l'article 52, § 4, premier alinéa, de la loi, fait l'objet du § 3.

Cette créance est assortie d'un délai de prescription (2 ans) qui déroge à la réglementation générale (5 ans) figurant dans la loi du 6 février 1970 relative à la prescription des créances à charge ou au profit de l'Etat et des provinces.

Le quatrième paragraphe règle le cas dans lequel un avocat choisi soumettrait à paiement des honoraires déraisonnablement élevés.

Le cas échéant il sera fait application de l'article 459 du code judiciaire à l'initiative de l'autorité compétente.

Art. 5. Cette disposition règle la question du changement d'avocat.

Elle permet tout particulièrement au requérant d'obtenir l'assistance en justice d'un autre avocat dans l'hypothèse où l'avocat qui lui a été attribué ou qu'elle a choisi ne donnerait pas satisfaction. L'expérience a appris que cela est parfois nécessaire.

Un tel remplacement doit en principe demeurer exceptionnel et ne sera octroyé de toute façon qu'une seule fois. L'autorité compétente n'y procédera que sur plainte motivée du fonctionnaire de police et pour autant qu'elle estime que celle-ci est fondée.

Si l'avocat remplaçant est un avocat choisi, la décision autorisant le remplacement attirera l'attention du fonctionnaire de police sur les dispositions de l'article 4, § 4, qui demeure intégralement applicable.

Art. 6. Cet article permet à l'autorité, dans le cas d'un avocat choisi, à la fois d'exercer un contrôle en marge du déroulement des affaires et d'apporter sa contribution, le cas échéant, à la défense et aux revendications du fonctionnaire de police concerné.

Une disposition pareille ne s'impose pas lorsqu'il s'agit d'un avocat attribué, c'est-à-dire un avocat avec lequel l'Etat ou la commune collabore de manière bien établie.

Art. 7. L'octroi de l'assistance en justice implique que tous les frais inhérents à la procédure judiciaire (frais de huissier, frais d'expertise, ...) soient supportés par l'Etat ou la commune: c'est ce que sous-entend cet article qui dispose que l'assistance en justice inclut également les avances qui doivent être mises en consignation.

Les frais relatifs à d'autres devoirs ne sont pris en charge par l'Etat ou la commune que si la décision judiciaire révèle qu'elle a effectivement été influencée par ces devoirs en faveur du fonctionnaire de police.

Art. 8. Cet article vise à prévoir expressément que l'assistance en justice déjà sollicitée, reste due après le décès ou la mise à la pension du fonctionnaire de police, pour autant que les conditions d'octroi soient remplies.

Art. 9 à 12. Ces articles ont trait au dommage aux biens.

Conformément à la ratio legis, le premier alinéa de l'article 9 a pour but de circonscrire le champ d'application aux situations dans lesquelles les fonctionnaires de police accomplissent effectivement leur tâches de police, participent à des exercices spécifiques en vue de la préparation de ces tâches ou subissent un dommage du fait de leur qualité de fonctionnaire de police. De ce fait, par exemple, les dommages subis au bureau à la suite d'une maladresse ou d'une inattention sont exclus du champ d'application ainsi que les dommages encourus à l'occasion d'exercices qui n'ont exclusivement en vue que le maintien de la

Om te vermijden dat de Staat of de gemeente de kosten zou moeten dragen die voortvloeien uit roekeloze vorderingen die de politieambtenaar zelf instelt, bepaalt het laatste lid van § 2 dat de tenlasteneming van de honoraria in deze gevallen kan geweigerd worden wanneer louter morele vergoeding wordt nagestreefd.

Deze formulering sluit echter niet uit dat de Staat of de gemeente de kosten draagt van op het eerste gezicht louter "symbolische" vorderingen, waarbij echter zowel de betrokken politieambtenaar als de politiedienst baat bij kunnen hebben.

De "raadgever" waarvan sprake in § 2 van dit artikel, kan een advocaat zijn dan wel een politieambtenaar die al dan niet syndicaal afgevaardigde is.

De schuldvordering ten laste of ten voordele van de Staat of de gemeente ingevolge artikel 52, § 4, eerste lid, van de wet, maakt het voorwerp uit van § 3.

Deze schuldvordering heeft een verjaringstermijn (2 jaar) die afwijkt van de algemene regeling (5 jaar) vervat in de wet van 6 februari 1970 betreffende de verjaring van schuldvorderingen ten laste of ten voordele van de Staat en de provincies.

De vierde paragraaf regelt het geval waarin de zelf gekozen advocaat onredelijk hoge honoraria ter betaling zou indienen.

Desgevallend zal, op initiatief van de bevoegde overheid, artikel 459 van het gerechtelijk wetboek toegepast worden.

Art. 5. Deze bepaling regelt de verandering van advocaat.

Meer bepaald stelt zij de verzoeker in de mogelijkheid rechtshulp van een andere advocaat te verkrijgen in het geval dat de hem toegevozen of zelf gekozen advocaat geen voldoening zou schenken. De ervaring heeft geleerd dat dit soms noodzakelijk is.

Een dergelijke vervanging zal, in principe, uitzonderlijk blijven en zal in ieder geval slechts één maal toegekend worden. De bevoegde overheid zal deze enkel toestaan op een met redenen omklede klacht van de politieambtenaar en voor zover zij deze gegrond acht.

Indien de vervangende advocaat een zelf gekozen advocaat is zal de beslissing die de vervanging toekent de aandacht van de politieambtenaar vestigen op de bepalingen van het artikel 4, § 4, dat onverkort van toepassing blijft.

Art. 6. Dit artikel biedt de overheid, in het geval van een zelf gekozen advocaat, tegelijkertijd de mogelijkheid een marginale controle uit te oefenen op het verloop van de zaken en, desgevallend, een bijdrage te leveren mbt de verdediging of de aanspraken van de betrokken politieambtenaar.

Een dergelijke bepaling is uiteraard niet nodig in het geval van een toegevozen advocaat, d.i. een advocaat waarmee de Staat of de gemeente vast samenwerkt.

Art. 7. Het toekennen van de rechtshulp impliceert dat alle kosten inherent aan de gerechtelijke procedure (kosten van gerechtsdeurwaarder, expertisekosten, ...) gedragen zouden worden door de Staat of de gemeente: dit is de onderliggende betekenis van artikel 7 dat bepaalt dat de rechtshulp ook de voorschotten die in consignatie dienen gegeven te worden, behelst.

Kosten ingevolge andere verrichtingen worden slechts door de Staat of de gemeente ten laste genomen voor zover uit de rechterlijke beslissing blijkt dat deze verrichtingen de uitspraak daadwerkelijk hebben beïnvloed in het voordeel van de politieambtenaar.

Art. 8. Dit artikel beoogt er uitdrukkelijk in te voorzien dat, indien daartoe de toekeningsvoorwaarden vervuld zijn, de aangevraagde rechtshulp verschuldigd blijft na pensioenstelling of overlijden van de politieambtenaar.

Art. 9 t/m 12. Deze artikelen hebben betrekking op de zaakschade. Het eerste lid van artikel 9 heeft tot doel om, conform de ratio legis, het toepassingsgebied te beperken tot de situaties waarin politieambtenaren daadwerkelijk hun politietaken vervullen, deelnemen aan specifieke oefeningen ter voorbereiding van die taken of schade lijden wegens hun hoedanigheid van politieambtenaar. Aldus worden o.a. de schadegevallen overkomen op het kantoor zelf ingevolge een onhandigheid of onoplettendheid, van het toepassingsgebied uitgesloten evenals de schade geleden ter gelegenheid van oefeningen die louter de instandhouding van de fysieke paraatheid beogen. Schade ontstaat naar

condition physique. Les dommages qui sont subis à l'occasion d'opérations sur le terrain, d'incidents, d'échauffourées, de contrôles, d'arrestations, de poursuites, de constatations, de catastrophes, etc. peuvent au contraire bel et bien être pris en considération pour l'octroi d'une indemnisation.

Par le premier alinéa de cet article sont également visés les actes de vengeance dirigés contre les biens d'un fonctionnaire de police en raison de sa qualité de fonctionnaire de police.

Pour le surplus, ces articles comprennent des prescriptions de forme et une disposition analogue à l'article 8 qui trouvera à s'appliquer en cas de décès ou de mise à la pension du requérant.

Afin de prévenir les abus, l'article 9 prévoit la notification du dommage, soit par le biais d'un procès-verbal ou d'une plainte, soit sous forme d'un rapport écrit adressé au supérieur hiérarchique. Le délai fixé par cet article est prescrit sous peine de non-recevabilité, sauf force majeure comme par exemple: accomplissement d'une mission à l'étranger, fonctionnaire de police dans le coma, ...

Les autres délais fixés par ces articles sont des délais d'ordre.

En pratique il sera répondu à la demande motivée du fonctionnaire de police par une décision motivée de l'autorité compétente. Si l'intéressé n'est pas satisfait de cette décision, il va de soi qu'il pourra faire valoir ses arguments le but étant d'assurer le caractère contradictoire de la procédure.

Voici, brièvement exposées, Sire, les lignes de forces de l'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à votre Majesté

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,  
Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET  
Le Ministre de l'Intérieur,  
J. VANDE LANOTTE

**10 AVRIL 1995. — Arrêté royal relatif à la responsabilité civile des fonctionnaires de police, à leur assistance en justice et à l'indemnisation du dommage aux biens encouru par ceux-ci**

ALBERT II, Roi des Belges.  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, notamment les articles 49, § 1er, 52, § 4 et 5 et 53, § 1er;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie;

Vu le protocole n° 93.08 du 31 janvier 1994 du comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu l'avis du Conseil de direction, donné le 27 octobre 1993;

Vu l'avis du Comité régulateur des polices judiciaires près les parquets, donné le 15 juin 1994;

Vu le protocole n° 89 du 25 juillet 1994 du comité de secteur III — Justice;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances de la gendarmerie du 12 novembre 1992.

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances au Ministère de l'Intérieur du 24 mars 1995;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances au Ministère de la Justice du 30 mars 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 7 avril 1995.

aanleiding van operaties op het terrein, incidenten, schermutselingen, controles, aanhoudingen, achtervolgingen, vaststeelingen, rampen, enz. kunnen daarentegen wel in aanmerking komen voor vergoeding.

Wraakacties van personen gericht tegen de goederen van een politieambtenaar onwille van diens hoedanigheid van politieambtenaar, vallen eveneens onder het toepassingsveld van het eerste lid van dit artikel.

Vervolgens bevatten deze artikelen vormvoorschriften en een bepaling analoog aan artikel 8, die toegepast zal worden in geval van overlijden of oppensioenstelling van de verzoeker.

Om misbruiken te voorkomen, schrijft artikel 9 de rapportering van de berokkende schade voor, hetzij in de vorm van een proces-verbaal of een klacht, hetzij in de vorm van een schriftelijk verslag aan de hiërarchische chef. De in dit artikel vermelde termijn is voorgeschreven op straffe van niet-ontvankelijkheid, behoudens overmacht zoals bijvoorbeeld: uitvoering van een opdracht in het buitenland, politieambtenaar in coma, ...

De andere in deze artikelen bepaalde termijnen zijn termijnen van orde.

In de praktijk zal de bevoegde overheid een gemotiveerde beslissing nemen op grond van de gemotiveerde aanvraag van de politieambtenaar. Indien betrokkene geen genoegen neemt met deze beslissing, spreekt het voor zich dat hij de mogelijkheid moet hebben zijn argumenten voor te leggen: aldus worden terzake de waarborgen geboden van een tegensprekelijke procedure.

Ziedaar Sire, in het kort, de krachtlijnen van het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. VANDE LANOTTE

**10 APRIL 1995. — Koninklijk besluit betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid van en de rechtshulp en zaakschadevergoeding voor politieambtenaren**

ALBERT II, Koning der Belgen.  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, inzonderheid op de artikelen 49, § 1, 52, § 4 en 5 en 53, § 1;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht;

Gelet op het protocol nr. 93.08 van 31 januari 1994 van het comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur, gegeven op 27 oktober 1993;

Gelet op het advies van het Regelingcomité van de gerechtelijke politie bij de parketten, gegeven op 15 juni 1994;

Gelet op het protocol nr. 89 van 25 juli 1994 van het sectorcomité III — Justitie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën bij de rijkswacht van 12 november 1992.

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken van 24 maart 1995;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën bij het Ministerie van Justitie van 30 maart 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 7 april 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, motivée par le fait que la situation juridique du fonctionnaire de police dans le domaine de la responsabilité civile, de l'assistance en justice et l'indemnisation du dommage aux biens doit être réglée sans délai;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° la loi : la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police;

2° autorité compétente :

— en ce qui concerne les membres du corps opérationnel de la gendarmerie : le Ministre de l'Intérieur ou l'autorité qu'il désigne;

— en ce qui concerne les fonctionnaires de police de la police judiciaire près les parquets : le Ministre de la Justice ou l'autorité qu'il désigne;

— en ce qui concerne les commissaires de brigades : le Ministre de l'Intérieur ou l'autorité qu'il désigne pour l'application des chapitres II et III du présent arrêté et le Gouverneur de Province pour l'application du chapitre IV;

— en ce qui concerne les fonctionnaires de police de la police communale : le collège des bourgmestre et échevins, sans préjudice de l'article 270 de la Nouvelle Loi communale;

3° avocat attribué : l'avocat qui est attribué par l'autorité compétente au fonctionnaire de police qui sollicite une assistance en justice;

4° avocat choisi : l'avocat qui est choisi par le fonctionnaire de police qui sollicite l'assistance en justice.

#### CHAPITRE II. — L'offre de transaction

**Art. 2.** L'offre de transaction visée aux articles 49, § 1er et 52, § 4 deuxième alinéa, de la loi émane de l'autorité compétente. Elle est adressée au fonctionnaire de police, après qu'il ait été entendu, soit par lettre recommandée à la poste, soit par la remise de celle-ci contre accusé de réception.

#### CHAPITRE III. — L'assistance en justice

**Art. 3.** Le fonctionnaire de police qui se trouve dans les circonstances visées à l'article 52, § 1er, de la loi et qui sollicite l'assistance en justice, a le choix entre un avocat attribué et un avocat choisi.

La décision octroyant l'assistance en justice d'un avocat choisi attire l'attention du requérant sur les dispositions de l'article 4, § 4.

**Art. 4. § 1er.** Le fonctionnaire de police visé à l'article 52, § 1er, premier alinéa, de la loi qui souhaite obtenir une assistance en justice, introduit à cet effet, le plus vite possible après avoir pris connaissance de l'action intentée à son égard, une demande écrite auprès de l'autorité compétente. Toutefois en cas d'urgence cette demande peut se faire par un autre moyen de communication pour autant qu'elle soit confirmée ultérieurement par écrit.

Cette demande contient :

1° l'indication du jour, du mois et de l'année;

2° l'identité, le grade et le lieu de travail du requérant;

3° une description circonstanciée de l'affaire;

4° une copie de la citation ou de l'acte témoignant de l'intentement de l'action publique;

5° l'identité et le domicile des témoins éventuels;

6° éventuellement l'identité, l'adresse et le numéro de téléphone de l'avocat choisi par lui-même;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzaak gemotiveeri door het feit dat de rechtstoestand van de politicambtenaar op het gebied van de burgerlijke aansprakelijkheid, de rechtshulp en de zaakschadevergoeding onverwijld dient geregeld te worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder

1° de wet : de wet van 5 augustus 1992 op het politicambt;

2° bevoegde overheid :

— wat de leden van het operationeel korps van de rijkswacht betreft de Minister van Binnenlandse Zaken of de door hem aangewezen overheid;

— wat de politicambtenaren van de gerechtelijke politie bij de parketten betreft : de Minister van Justitie of de door hem aangewezen overheid;

— wat de brigadecommissarissen betreft : de Minister van Binnenlandse Zaken of de door hem aangewezen overheid voor de toepassing van de hoofdstukken II en III van dit besluit en de Gouverneur van de Provincie voor de toepassing van hoofdstuk IV;

— wat de politicambtenaren van de gemeentepolitie betreft het college van burgemeester en schepenen, onverminderd artikel 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

3° toegewezen advocaat : de advocaat die door de bevoegde overheid wordt toegewezen om de politicambtenaar die om rechtshulp verzoekt, bij te staan;

4° zelf gekozen advocaat : de advocaat die de politieambtenaar die om rechtshulp verzoekt, kiest.

#### HOOFDSTUK II. — Het aanbod tot dading

**Art. 2.** Het aanbod tot dading bedoeld in de artikelen 49, § 1 en 52, § 4, tweede lid, van de wet gaat uit van de bevoegde overheid. Na de politieambtenaar gehoord te hebben, wordt het hem bezorgd hetzij bij een ter post aangetekende brief hetzij door afgifte ervan tegen ontvangstbewijs.

#### HOOFDSTUK III. — De rechtshulp

**Art. 3.** De politieambtenaar die zich in de omstandigheden bevindt bedoeld bij artikel 52, § 1, van de wet en die om rechtshulp verzoekt, heeft de keuze tussen een toegewezen en een zelf gekozen advocaat.

De beslissing tot toekenning van rechtshulp van een zelf gekozen advocaat vestigt de aandacht van de verzoeker op de bepalingen van het artikel 4, § 4.

**Art. 4. § 1.** De in artikel 52, § 1, eerste lid, van de wet bedoelde politieambtenaar die rechtshulp wenst, dient hiertoe zo spoedig mogelijk na de kennisneming van de tegen hem gerichte vordering, een schriftelijke aanvraag in bij de bevoegde overheid. In spoedeisende gevallen kan de aanvraag evenwel via een ander communicatiemiddel geschieden, voor zover ze naderhand schriftelijk bevestigd wordt.

Deze aanvraag bevat

1° de vermelding van dag, maand en jaar;

2° de identiteit, graad en arbeidsplaats van de verzoeker;

3° een omstandige beschrijving van de zaak;

4° een afschrift van de dagvaarding of van de akte waaruit de strafvervolgving blijkt;

5° de identiteit en woonplaats van de eventuele getuigen.

6° eventueel de identiteit, het adres en telefoonnummer van de advocaat die hij zelf kiest;

7° une déclaration du requérant qu'il s'engage à céder au profit de l'Etat ou de la commune, les sommes qui lui seront éventuellement accordées par le juge, comme dépens recouvrables en vertu de l'article 1022 du Code Judiciaire.

Si le fonctionnaire de police est dans l'impossibilité d'introduire lui-même cette demande, elle peut l'être par une autre personne. Dans ce cas, la demande mentionne également l'identité et la qualité du requérant ainsi que la raison de substitution.

L'autorité compétente informe sans délai par écrit le requérant de ce que l'assistance en justice lui est ou non accordée et, le cas échéant, lui communique l'identité, l'adresse et le numéro de téléphone de l'avocat attribué. Toutefois en cas d'urgence cette notification peut se faire par un autre moyen de communication pour autant qu'elle soit ultérieurement confirmée par écrit.

§ 2. Le fonctionnaire de police visé à l'article 52, § 1er, deuxième alinéa, de la loi qui souhaite obtenir une assistance en justice introduit à cet effet par lettre recommandée à la poste, le plus vite possible et au plus tard, sous peine de non-recevabilité, quinze jours après avoir intenté l'action, une demande écrite auprès de l'autorité compétente.

Les dispositions du § 1er, deuxième, troisième et quatrième alinéas s'appliquent à cette demande.

Lorsque le fonctionnaire de police, par son action, poursuit un dédommagement purement moral, l'autorité compétente peut décider, après avoir entendu le fonctionnaire de police et/ou son conseiller, de ne pas prendre les honoraires à charge de l'Etat ou de la commune.

§ 3. La chance à charge ou au profit de l'Etat ou de la commune qui découle de l'article 52, § 4, premier et deuxième alinéas de la loi, naît le jour de la décision judiciaire définitive et est prescrite lorsqu'il s'est écoulé deux ans à partir de ce jour.

Le fonctionnaire de police qui requiert le remboursement sur base de la disposition précitée, introduit à cet effet par lettre recommandée à la poste une demande auprès de l'autorité compétente. Il joint à cette demande une copie de la décision judiciaire ainsi que l'état des frais qu'il a exposés pour assurer sa défense.

§ 4. Lorsque les honoraires et les frais d'un avocat choisi sont manifestement disproportionnés eu égard à la nature et à l'ampleur de l'affaire, l'autorité compétente, tenant compte des moyens avancés par le fonctionnaire de police, en limite la prise en charge à un montant raisonnable.

**Art. 5.** Lorsqu'un avocat attribué ou choisi fait preuve de négligence dans la défense des intérêts du fonctionnaire de police, il peut, sur plainte du fonctionnaire de police intéressé et moyennant accord de l'autorité compétente, être remplacé par un autre avocat attribué ou choisi.

**Art. 6.** Le fonctionnaire de police qui a un avocat choisi ou cet avocat, informe l'autorité compétente sur le déroulement de la cause et lui remet, à l'issue de celle-ci, l'état des honoraires et frais et, le cas échéant, une copie de la décision judiciaire définitive.

**Art. 7.** L'assistance en justice inclut également les avances qui doivent être mises en consignation.

**Art. 8.** Si, après avoir sollicité l'assistance en justice conformément aux dispositions de l'article 4, le fonctionnaire de police est mis à la pension, l'assistance en justice lui reste due. Lorsqu'il décède après avoir introduit sa demande, l'assistance en justice reste due à ses ayants droit.

#### CHAPITRE IV. — *Domage aux biens*

**Art. 9.** A sa demande, le fonctionnaire de police visé à l'article 47 de la loi, peut être indemnisé pour le dommage aux biens subi en Belgique ou à l'étranger lors de l'exécution ou de la préparation des missions de police ou qui trouve sa cause dans sa qualité de fonctionnaire de police.

Sauf force majeure, cette demande n'est prise en considération que pour autant que l'intéressé ait, dans les deux jours de la constatation du dommage, rédigé procès-verbal, déposé plainte à l'encontre du tiers responsable de ce dommage ou informe par écrit son supérieur hiérarchique de l'existence de ce dommage.

7° een verklaring van de verzoeker dat hij ten voordele van de Staat of de gemeente afstand doet van de sommen die hem eventueel door de rechter zullen worden toegekend als invorderbare kosten, krachtens artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek.

Indien de politieambtenaar in de onmogelijkheid verkeert om deze aanvraag zelf in te dienen, kan een andere persoon dit in zijn plaats doen. In dit geval vermeldt de aanvraag eveneens de identiteit en hoedanigheid van de aanvrager alsmede de reden van vervanging.

De bevoegde overheid licht de verzoeker onverwijld schriftelijk in of de rechtshulp al dan niet wordt toegekend en deelt hem desgevallend de identiteit, het adres en telefoonnummer van de toegewezen advocaat mee. In spoedeisende gevallen kan deze kennisgeving eventueel via een ander communicatiemiddel geschieden, voor zover ze naderhand schriftelijk bevestigd wordt.

§ 2. De in artikel 52, § 1, tweede lid, van de wet bedoelde politieambtenaar die rechtshulp wenst, dient hiertoe bij een ter post aangezekende brief, zo spoedig mogelijk en uiterlijk, op straffe van niet-ontvankelijkheid, vijftien dagen na het instellen van de vordering een schriftelijke aanvraag in bij de bevoegde overheid.

De bepalingen van § 1, tweede, derde en vierde lid zijn van toepassing op deze aanvraag.

Wanneer de politieambtenaar met zijn vordering een louter morele schadevergoeding nastreeft, kan de bevoegde overheid beslissen, na de politieambtenaar en/of zijn raadgever gehoord te hebben, de honoraria niet ten laste van de Staat of de gemeente te nemen.

§ 3. De schuldvordering ten laste of ten voordele van de Staat of de gemeente ingevolge artikel 52, § 4, eerste en tweede lid, van de wet, ontstaat op de dag van de definitieve rechterlijke beslissing en verjaart na verloop van twee jaar te rekenen vanaf die dag.

De politieambtenaar die de terugbetaling vordert op grond van voormelde bepaling, dient hiertoe bij een ter post aangezekende brief een aanvraag in bij de bevoegde overheid. Bij deze aanvraag voegt hij een afschrift van de rechterlijke beslissing en de staat van de kosten die hij voor zijn verdediging heeft gemaakt.

§ 4. Wanneer de honoraria en de kosten van een zelf gekozen advocaat kennelijk buiten verhouding staan tot de aard en de omvang van de zaak, beperkt de bevoegde overheid, rekening houdend met de door de politieambtenaar aangevoerde middelen, de tenlasteneming ervan tot een redelijk bedrag.

**Art. 5.** Wanneer een zelf gekozen of toegewezen advocaat de verdediging van de belangen van de politieambtenaar verwaarloost, kan hij, na klacht van de betrokken politieambtenaar en met instemming van de bevoegde overheid, vervangen worden door een andere toegewezen of zelf gekozen advocaat.

**Art. 6.** De politieambtenaar die een zelf gekozen advocaat heeft of die advocaat, licht de bevoegde overheid in over het verloop van het geding en bezorgt haar, na beëindiging ervan, de staat van erelonen en kosten en, desgevallend, een afschrift van de definitieve rechterlijke beslissing.

**Art. 7.** De rechtshulp behelst ook de voorschotten die in consignatie dienen gegeven te worden.

**Art. 8.** Indien de politieambtenaar, na rechtshulp te hebben gevraagd overeenkomstig de bepalingen van artikel 4, op pensioen wordt gesteld, blijft de rechtshulp hem verschuldigd. Indien hij na het indienen van zijn aanvraag overlijdt, blijft de rechtshulp verschuldigd aan zijn rechtshabbers.

#### HOOFDSTUK IV. — *De zaakschade*

**Art. 9.** Op zijn aanvraag kan de politieambtenaar bedoeld in artikel 47 van de wet, vergoed worden voor de zaakschade die hij in België of in het buitenland heeft geleden tijdens de uitvoering of de voorbereiding van politieopdrachten of die te wijten is aan zijn hoedanigheid van politieambtenaar.

Deze aanvraag wordt slechts in overweging genomen voor zover de belanghebbende, behoudens overmacht, binnen de twee dagen na de vaststelling van de schade, proces-verbaal heeft opgesteld, klacht heeft neergelegd tegen de aansprakelijke derde of zijn hiërarchische chef van het bestaan van de schade schriftelijk op de hoogte heeft gebracht.

**Art. 10. § 1er.** Sauf force majeure, la demande d'indemnité doit être adressée par écrit à l'autorité compétente, dans les trente jours à dater de la constatation du dommage.

§ 2. La demande d'indemnité est signée par le requérant et contient :

- 1° l'indication des jour, mois et an;
- 2° l'identité, le grade, le lieu de travail, le domicile et le numéro de compte du requérant;
- 3° une description sommaire des circonstances dans lesquelles est survenu le dommage aux biens, en ce compris l'indication de la date et du lieu;
- 4° une description du dommage subi aux biens, ainsi que l'évaluation de la valeur résiduelle des biens endommagés ou des coûts de réparation;
- 5° l'indication des noms, prénoms, profession et domicile des témoins, ainsi que, le cas échéant, du tiers présumé responsable;
- 6° le cas échéant, la mention du fait qu'il a été dressé procès-verbal ou déposé plainte à l'encontre du tiers présumé responsable;
- 7° le cas échéant, l'indication du fait que le requérant s'est constitué partie civile;
- 8° l'indication des autres moyens dont dispose le requérant pour obtenir la réparation de ce dommage, ou l'indication de leur défaut, ainsi que, le cas échéant, l'indication du montant du dommage qui aurait déjà été indemnisé en vertu de l'un ou l'autre de ces moyens.

La demande d'indemnité doit se terminer par les mots "J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète".

§ 3. Les pièces justificatives des différents éléments y indiqués sont jointes à la demande d'indemnité.

**Art. 11.** Sans préjudice d'une décision judiciaire ultérieure relative au fait dommageable, l'autorité compétente fixe, dans chaque cas, sur base des éléments de preuve avancés par l'intéressé et des éléments de la cause, le montant de l'indemnité qui sera versé à l'intéressé.

**Art. 12.** Si, après avoir introduit une demande de dédommagement conformément aux dispositions de l'article 10, le fonctionnaire de police est mis à la pension, l'indemnisation lui reste due. Lorsqu'il décède après avoir introduit sa demande, l'indemnisation reste due à ses ayants droit.

#### CHAPITRE V. — Dispositions abrogatoires et finales

**Art. 13.** L'arrêté royal du 3 juin 1994 portant désignation, en ce qui concerne les membres du corps opérationnel de la gendarmerie, de l'autorité visée à l'article 49, § 1er, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, est abrogé.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 15.** Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, 10 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,  
J. VANDE LANOTTE

**Art. 10. § 1.** Behoudens overmacht, moet de vergoedingsaanvraag schriftelijk gericht worden aan de bevoegde overheid binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de vaststelling van de schade

§ 2. De vergoedingsaanvraag wordt ondertekend door de verzoeker en bevat :

- 1° de vermelding van dag, maand en jaar;
- 2° de identiteit, graad, arbeidsplaats, woonplaats en rekeningnummer van de verzoeker;
- 3° een korte beschrijving van de omstandigheden waarin de zaak-schade werd geleden, met vermelding van datum en plaats;
- 4° een beschrijving van de geleden zaakschade evenals de begroting van de residuele waarde van de beschadigde goederen of van de herstelkosten;
- 5° de namen, voornamen, beroep en woonplaats van eventuele getuigen en, in voorkomend geval, van de vermoedelijk aansprakelijke derde;
- 6° in voorkomend geval, de vermelding dat proces-verbaal werd opgesteld of klacht werd neergelegd tegen de vermoedelijk aansprakelijke derde;
- 7° in voorkomend geval, de vermelding dat verzoeker zich burgerlijke partij heeft gesteld;
- 8° de vermelding van de andere middelen waarover verzoeker beschikt om herstel van de geleden schade te bekomen, of de ontstentenis ervan, evenals, in voorkomend geval, de vermelding van het bedrag van de schade die krachtens één of meerdere dezer middelen reeds vergoed werd.

De vergoedingsaanvraag moet eindigen met de woorden : "Ik bevestig op mijn eer dat deze verklaring oprecht en volledig is".

§ 3. Bij de vergoedingsaanvraag worden de stukken gevoegd tot staving van de verschillende elementen ervan.

**Art. 11.** Onverminderd een latere rechterlijke uitspraak over het schadeverwekkende feit, bepaalt de bevoegde overheid, op grond van de bewijselementen aangevoerd door de belanghebbende en de concrete gegevens van de zaak, voor elk geval het bedrag van de vergoeding dat aan de belanghebbende zal worden gestort.

**Art. 12.** Indien de politieambtenaar, na een vergoedingsaanvraag te hebben ingediend overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, op pensioen wordt gesteld, blijft de vergoeding hem verschuldigd. Indien hij na het indienen van zijn aanvraag overlijdt, blijft de vergoeding verschuldigd aan zijn rechthebbenden.

#### HOOFDSTUK V. — Opheffings- en slotbepalingen

**Art. 13.** Het koninklijk besluit van 3 juni 1994 houdende aanwijzing, voor wat de personeelsleden van het operationeel korps van de rijkswacht betreft, van de overheid bedoeld in artikel 49, § 1, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, wordt opgeheven.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 15.** Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 10 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. VANDE LANOTTE